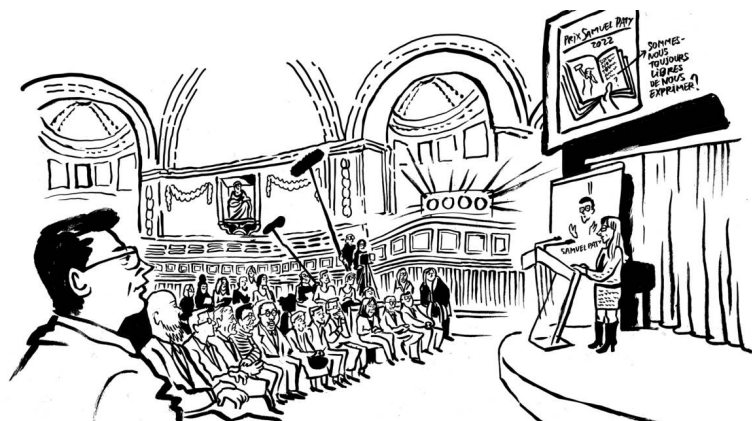




«Par chance, on a tous eu un professeur d'histoire» : à la Sorbonne, un hommage scolaire et politique à Samuel Paty



L'hommage avait lieu dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne, samedi 15 octobre 2022. (Coco/Libération)

«*Enseigner, c'est expliquer et non se taire*» : les mots résonnent dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne rempli de collégiens, ce samedi. Sur l'estrade se tient Mickaëlle Paty, la sœur cadette du professeur d'histoire-géographie de 47 ans, décapité le 16 octobre 2020 par un terroriste d'origine tchétchène pour avoir montré des caricatures de Mahomet dans son cours d'éducation civique et morale à une classe de quatrièmes. Les mots sont choisis et l'allusion à l'autocensure qui gagne le corps enseignant depuis l'assassinat de leur collègue est limpide. Un phénomène décrit dans une enquête de l'Ifop en janvier 2021, montrant notamment que quatre enseignants sur dix se sont déjà autocensurés sur des questions de religion afin d'éviter de possibles incidents avec des élèves.

Comme pour mieux illustrer son propos, la benjamine du clan, qui exerce le métier d'infirmière-anesthésiste, a choisi de reprendre une partie du cours de son frère. Celui-là même qui lui a valu de mourir onze jours après l'avoir donné. Elle aurait aimé montrer les caricatures de *Charlie Hebdo* qu'il avait présentées aux élèves. Cela lui a été refusé. En revanche, elle a obtenu que les journalistes et dessinateurs Riss et Coco, rescapés du massacre du 7 janvier 2015 à *Charlie Hebdo*, soient présents. Ils sont assis au premier rang, à côté des parents de Samuel Paty, Bernadette et Jean, anciens directeurs d'école, et du ministre de l'Éducation nationale, Pap N'Diaye.

Bernadette et Jean Paty, les parents de Samuel, sont d'anciens directeurs d'école. (Coco /Libération)

Il y a de l'Antigone chez Mickaëlle Paty : elle veille farouchement sur la mémoire de son frère, et à ce que personne ne crache sur sa tombe. «*Je dédie ce discours à toutes les personnes mortes, blessées, torturées et incarcérées dans le monde pour avoir osé s'exprimer, et je le fais pour faire comprendre qu'on ne met pas un "oui, mais" après le mot décapitation, on met un point*», cingle la frangine. Allusion à ceux qui ont dit que Samuel Paty n'aurait pas dû montrer les caricatures car il avait offensé les élèves. Elle rappelle que son frère avait proposé aux adolescents ayant peur d'être choqués de sortir. C'était un «*acte de prévenance envers un public encore jeune [...]. Il leur a laissé*



le choix – choix possible dans une société laïque uniquement», argumente Mickaëlle Paty. Au final, «trois élèves se sont sentis offensés sur 60 : n'est-ce pas problématique de dire qu'il a froissé LES élèves ?»



Mickaëlle Paty, la sœur cadette du professeur d'histoire-géographie, a choisi de reprendre sur l'estrade une partie du cours de son frère. (Coco/Libération)
«Tant que rien ne change, c'est que rien n'est fait»

Mais la sœur de la victime veut aussi parler du présent. Deux ans après l'assassinat de Samuel Paty, un enseignant a reçu des menaces en mort en Alsace après avoir évoqué les caricatures de *Charlie Hebdo* en classe. En Essonne, un autre professeur a été placé sous protection policière après un courrier lui promettant le même sort que Samuel Paty. Et puis il y a ce nouveau phénomène inquiétant, ces défis lancés sur TikTok par des «influenceuses» et autres agitateurs islamistes qui cumulent des dizaines de milliers de vues. «J'invite les adeptes du "oui mais" à lire la note du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation du 27 août sur l'offensive anti-laïcité sur les réseaux sociaux», lance Mickaëlle Paty. Qui ajoute : «Tant que rien ne change, c'est que rien n'est fait.» Cette fois, le message s'adresse clairement aux autorités, contre lesquelles la famille de Samuel Paty a porté plainte pour non-assistance à personne à danger, plainte qui a donné lieu à l'ouverture d'une enquête en avril.

Pap Ndiaye lui succède sur l'estrade. Tâche difficile, notamment dans le contexte de hausse spectaculaire des atteintes aux principes de laïcité (313 faits recensés en septembre, soit une augmentation de 117 % en un an, dont 54 % concernent le port de signes et tenues religieuses). A l'Assemblée et devant la presse, le ministre de l'Education nationale a promis la fermeté. «Sur les questions de laïcité, ma main ne tremblera pas. Il faut sanctionner», a-t-il encore dit vendredi, en visite dans un lycée à Paris.



«*Nous continuerons, professeur*», avait promis Emmanuel Macron lors de l'hommage national qu'il avait rendu à l'enseignant dans la cour de cette même Sorbonne, le 21 octobre 2020. «*En tuant Samuel Paty, les islamistes voulaient supprimer la culture, l'intelligence et la possibilité même d'enseigner. Mais comme ce prix le démontre, ils n'ont pas réussi et ne réussiront pas*», lui a emboîté le pas son ministre de l'Education, après avoir salué le mémoire de maîtrise «*admirable*» de la victime, consacré à la couleur noire. «*Il avait choisi cette couleur pour montrer la complexité. Son assassinat cherche à décourager cette exigence-là.*»

«En tuant Samuel Paty, les islamistes voulaient supprimer la culture, l'intelligence et la possibilité même d'enseigner. Mais comme ce prix le démontre, ils n'ont pas réussi et ne réussiront pas», a déclaré Pap Ndiaye. (Coco ./Libération)

«*Il était professeur d'histoire-géographie...*» : alors qu'il veut conclure, Pap Ndiaye ne parvient pas à finir sa phrase. Sa voix se brise. Tout à coup, ce n'est plus le ministre de l'Education nationale qui s'exprime, mais le collègue d'un homme assassiné, c'est un historien qui évoque la mémoire d'un professeur d'histoire devenu, comme l'avait dit Emmanuel Macron, «*le visage de la République*».

«Pas un prix pour pleurer»

«Sommes-nous toujours libres de nous exprimer ?» : le thème choisi pour la première édition du prix Samuel-Paty, créé à l'initiative de l'Association des professeurs d'histoire-géo (APHG) et remis ce samedi, «*d'une brûlante actualité, était au cœur du dernier cours de Samuel*», a relevé Christophe Capuano, le président du jury. Ce professeur d'histoire contemporaine à l'université Grenoble-Alpes avait connu Samuel Paty pendant leurs années d'études. Lors de la cérémonie organisée dans la cour de la Sorbonne il y a deux ans, c'est lui qui avait lu la lettre aux enseignants de Jean Jaurès. «*Ce n'est pas un prix pour pleurer, mais pour faire réfléchir, travailler les élèves*», confie Christine Guimonnet, secrétaire générale de l'APHG, à *Libération*. Elle enseigne l'histoire au lycée Camille-Pissaro à Pontoise (Val-d'Oise), où Charb a été élève et où une salle a été nommée récemment en hommage à Samuel Paty après la pose d'une plaque à la mémoire du journaliste de *Charlie Hebdo* assassiné.

C'est une classe de quatrième du collège Marie-Mauron à Pertuis, dans l'Académie d'Aix-Marseille, qui est montée sur le podium, pour une série de podcasts en lien avec le thème imposé. Pour comprendre l'origine de la liberté d'expression, les élèves sont partis sur les traces des Vaudois du Luberon, massacrés au XVI^e siècle pour avoir exprimé leur foi en plein jour. Ils se sont demandé pourquoi la rue qui longe l'église de leur village s'appelle la rue Voltaire – une provocation du maire de la ville en 1871. Et pourquoi la devise républicaine est écrite sur le fronton de l'église de Pertuis. Le thème choisi pour l'édition 2023, qui sera ouverte aux lycées, résonne lui aussi fortement avec l'actualité : «Les infox, quels dangers pour la démocratie ?». Le troisième prix, délivré à une classe de quatrièmes du collège Gaston-Bachelard de Dijon (Côte-d'Or), a récompensé l'adaptation en langue des signes d'un poème de Gauvain Sers. Vêtus de noir, une dizaine d'élèves, filles et garçons, sont montés sur scène pour exécuter leur chorégraphie. L'un des vers de ce poème disait : «*Par chance, on a tous eu un professeur d'histoire.*»

Zemmour et son «francocide»

Un pur moment de grâce, qui tranche avec l'agitation politique hors du sanctuaire de la plus vieille université française. Minute de silence (qui a duré moins de trente secondes), Marseillaise (un couplet), drapeaux français agités (une dizaine), militants venus de l'Oise ou des beaux quartiers parisiens (un petit millier) : le patron de Reconquête Eric Zemmour avait choisi samedi matin de rendre hommage – à sa façon – à Samuel Paty, dans le square qui porte son nom, à deux pas de la Sorbonne. A sa façon, car c'était surtout l'occasion pour le polémiste d'appliquer son concept outrancier de «*francocide*»,



variante du «grand remplacement». Loin d'être un simple *«fait divers ou l'acte d'un fou, la mort de Samuel Paty est un francocide ; c'est même la quintessence du francocide : la mort d'un Français parce qu'il est français, tué par un étranger hostile à la France et aux Français, à sa culture, à sa civilisation, son histoire, ses mœurs et son génie... »*

Samedi, ce n'est pas Zemmour qui a eu le dernier mot, mais des collégiens, qui ont salué en silence la mémoire de celui qui aurait pu être leur professeur, dans la langue des signes française.

C'est une classe de quatrième du collège Marie-Mauron à Pertuis, dans l'Académie d'Aix-Marseille, qui est montée sur le podium, pour une série de podcasts en lien avec le thème imposé. (Coco/Libération)

Mise à jour : ajout le 16 octobre à 10h30 de l'enquête de l'Ifop sur l'autocensure du corps enseignant

